RAPPORT 2020 SUR LES DROITS DE L'HOMME – BÉNIN

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Bénin est une république constitutionnelle présidentielle. En 2016, les électeurs ont élu Patrice Talon pour un mandat de cinq ans à la présidence lors d'une élection multipartite, remplaçant ainsi l'ancien président Thomas Boni Yayi qui avait effectué deux mandats consécutifs de cinq ans. En 2019, les autorités ont organisé des élections législatives auxquelles aucun des partis d'opposition n'ont été jugés aptes à participer – n'ayant pas satisfait aux exigences d'enregistrement instituées en 2018 – et ont donc été exclus. Le taux de participation électorale, qui était de 65 % en 2015, est tombé à 27 %. L'Union progressiste et le Bloc républicain, deux partis pro-Talon, ont continué à occuper l'ensemble des 83 sièges de l'Assemblée nationale. Contrairement à 2015, année où s'étaient déroulées les dernières élections législatives, les observateurs internationaux n'ont pas constaté globalement que les élections ont été libres, équitables et transparentes.

Les Forces Armées Béninoises, sous la direction du ministère de la Défense, sont chargées de la sécurité extérieure et prêtent main force à la Police Républicaine pour le maintien de la sécurité intérieure. La Police Républicaine, créée en 2018 en fusionnant la police et la gendarmerie, relève du ministère de l'Intérieur et a pour responsabilité principale de faire respecter la loi et d'assurer l'ordre dans les zones urbaines et rurales. Dans l'ensemble, les autorités civiles ont exercé un contrôle efficace sur les forces de sécurité. Certains membres des forces de sécurité se sont livrés à des abus.

Les problèmes importants en matière de droits de l'homme étaient, entre autres, les suivants : exécutions illégales ou arbitraires (notamment extrajudiciaires), conditions carcérales très dures et délétères, graves restrictions à la liberté de la presse et arrestations et poursuites injustifiées de journalistes, absence d'enquêtes et de poursuites pénales en matière de violence à l'encontre des femmes et, travail des enfants.

L'impunité constituait un problème. Bien que le gouvernement ait tenté de contrôler la corruption et les abus, notamment en poursuivant et en punissant les fonctionnaires concernés, certains d'entre eux se sont livrés à des pratiques de corruption en toute impunité.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Des rapports crédibles de la société civile ont signalé que la police et les militaires ont fait usage d'une force létale et disproportionnée contre les citoyens.

Le 24 mars, par exemple, la police a abattu Théophile Dieudonné Adjaho, étudiant de l'Université d'Abomey Calavi, au cours d'une manifestation organisée par la Fédération nationale des étudiants du Bénin. Les étudiants exigeaient l'annulation des cours universitaires en raison de la pandémie de COVID-19 et protestaient également contre les arrestations menées lors de précédentes manifestations.

Les autorités n'ont pas enquêté sur cette mort ni sur la mort de plusieurs civils en lien avec les élections législatives de 2019 au cours desquelles des groupes de la société civile avaient indiqué que la police et les militaires avaient fait usage d'une force létale et disproportionnée contre les manifestants. Lors des affrontements post-électorales de mai 2019 entre les forces de sécurité et des manifestants antigouvernementaux à Cotonou, une organisation non gouvernementale (ONG) a fait état d'au moins deux décès, dont celui d'une spectatrice frappée par l'une des balles tirées par les Forces Armées Béninoises pour disperser la foule. Le président a reconnu que quatre civils étaient morts pendant les affrontements, mais n'a pas fait d'autres commentaires à cet égard. Bien que les enquêtes sur la conduite de la police et du personnel militaire n'étaient généralement pas rendues publiques, rien n'indique que les autorités en aient menées au cours de l'année.

b. Disparitions

Il n'a pas été fait état de disparitions politiquement motivées perpétrées par les autorités gouvernementales ou en leur nom.

c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques, mais celles-ci ont continué à se produire.

Le Code pénal interdit la torture ainsi que les châtiments et traitements cruels, inhumains ou dégradants. De nombreuses violences similaires à l'exemple qui suit ont été signalées. Le 28 avril, une vidéo circulant sur les réseaux sociaux montrait

un agent de police en train de battre un conducteur de mototaxi et sa passagère car ceux-ci ne portaient pas de masque, tel que l'exigeaient les mesures sanitaires anti-COVID. La scène s'est déroulée dans une rue de Cotonou, en présence de trois autres agents de police. Le 19 avril, le directeur général de la Police Républicaine a fait une déclaration indiquant qu'il déplorait les faits et que les policiers responsables avaient été identifiés et seraient sanctionnés. Le 30 avril, l'agent de police qui avait commis les violences et ceux qui les avaient observées ont été arrêtés, mais pas inculpés. Ils ont reçu une sanction administrative pour usage d'une force excessive, sur ordre ministériel.

D'après la plateforme internet *Déontologie en missions de terrain* de l'ONU, une allégation d'exploitation et de violences sexuelles a été portée au cours de l'année contre des casques bleus béninois déployés dans le cadre de la mission de stabilisation de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo. Il restait également trois allégations d'exploitation et de violences sexuelles datant des années précédentes (2016, 2018 et 2019), qui avaient été portées contre des casques bleus béninois déployés pour des missions de maintien de la paix de l'ONU. Au mois de septembre, le gouvernement n'avait toujours pas annoncé que des mesures de sanction avaient été prises dans ces quatre affaires. Ces dernières impliquaient toutes des accusations de relations d'exploitation avec des adultes.

Les autorités demandaient rarement à la police de répondre de ses actes en cas de fautes et le problème de l'impunité demeurait. L'inspecteur général de la division des enquêtes de la Police Républicaine est chargé de mener des enquêtes sur les affaires graves impliquant des policiers. Cependant, d'après les rapports, aucune enquête n'aurait été menée. Le gouvernement a dispensé quelques formations aux droits de l'homme aux forces de sécurité, souvent avec l'aide et le financement de donateurs étrangers ou internationaux.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans les prisons étaient dures et délétères en raison d'une surpopulation carcérale et du manque d'hygiène, de nourriture et de soins médicaux.

Conditions matérielles : D'après le Barreau du Bénin, les conditions de détention dans les trois maisons d'arrêt et les huit prisons du pays étaient inhumaines à cause de la surpopulation, de la malnutrition et de mauvaises conditions sanitaires. Les 11 établissements comptaient environ 9 000 détenus, dépassant considérablement une capacité totale de 5 620 personnes. Les condamnés, les personnes en détention

provisoire et les mineurs étaient souvent détenus ensemble. Certains prisonniers sont morts par manque de soins médicaux, par négligence et en raison d'une mauvaise aération dans des cellules exigües et surpeuplées. Les détenus porteurs de handicaps mentaux ne recevaient pas l'aide nécessaire à leur condition.

Au cours de l'année, le gouvernement a réduit la population carcérale en procédant à la libération administrative de 1 300 personnes. En avril et mai, les autorités ont accordé une libération conditionnelle à 439 prisonniers pour atténuer la transmission de la COVID-19. Par ailleurs, la Commission béninoise des droits de l'homme a signalé que les autorités avaient libéré un certain nombre d'inculpés en détention provisoire, après qu'elle ait exhorté les autorités judiciaires à réexaminer les dossiers en instance de jugement et à libérer les détenus contre lesquels il n'existait pas suffisamment de preuves pour justifier les poursuites.

Administration : Les autorités ont enquêté sur des allégations de sévices, sur instruction de la Commission béninoise des droits de l'homme. Les autorités pénitentiaires autorisaient les visiteurs mais, d'après certaines ONG, les responsables de la prison exigeaient parfois le versement de sommes considérées importantes pour une personne lambda.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a autorisé les observateurs des droits de l'homme à effectuer des visites dans les prisons. Des représentants de groupes religieux (la Fraternité des prisons, Caritas, la Confrérie des prisons et l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture) et d'ONG (Amnesty International, la Commission béninoise des droits de l'homme [entité gouvernementale indépendante], la Clinique des amis des prisonniers et des indigents et Prisonniers sans frontières) ont visité des prisons, bien que certaines ONG se soient plaintes de ne pas systématiquement recevoir d'autorisation lorsqu'elles présentaient une demande de visite. La Commission a également exhorté les directeurs de prison à fournir des soins de santé adéquats aux détenus.

Améliorations : La Direction de l'administration pénitentiaire a mis en place un système d'archivage centralisé à l'intention des fonctionnaires du ministère de la Justice, afin de leur permettre de mieux suivre les périodes de détention provisoire et les audiences judiciaires ainsi que d'assurer la libération rapide des prisonniers arrivant en fin de peine. L'installation de nouveaux générateurs et d'éclairages solaires, la construction de nouveaux dortoirs et puits, l'entretien des fosses septiques ainsi que l'achat de lits et de fournitures médicales ont contribué à améliorer les conditions de détention au cours de l'année.

Le gouvernement a commencé à mettre en œuvre un programme visant à fournir une assistance médicale plus permanente aux détenus, comparé aux soins de santé que ceux-ci reçoivent ponctuellement des ONG. Par exemple, le 14 octobre, l'Agence Pénitentiaire du Bénin a déployé sept médecins et trois psychologues pour fournir des services de santé aux détenus incarcérés dans les 11 prisons.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires ; toutefois, la Police Républicaine n'a pas toujours respecté ces interdictions. La loi accorde à toute personne en état d'arrestation ou en détention, que ce soit pour des raisons pénales ou autres, le droit de déposer une plainte auprès de la chambre des libertés et de la détention du tribunal compétent. Le juge saisi du dossier peut ordonner que la personne soit libérée s'il estime que son arrestation ou sa détention est illégale.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La Constitution exige que la délivrance d'un mandat d'arrêt repose sur des preuves suffisantes, que celui-ci soit délivré par un fonctionnaire judiciaire dûment autorisé et qu'une audience ait lieu devant un magistrat dans les 48 heures suivant l'arrestation de l'intéressé ; cependant, ces exigences n'ont pas toujours été respectées.

Après avoir entendu le détenu, le juge dispose de 24 heures pour décider de prolonger la garde à vue ou de le libérer. Dans des circonstances exceptionnelles ou lors d'une arrestation impliquant des drogues illicites, un juge peut autoriser une garde à vue supérieure à 72 heures, mais ne devant pas se prolonger sur plus de huit jours supplémentaires. Les mandats de dépôt sont valables pendant six mois et renouvelables tous les six mois jusqu'à ce que le suspect soit jugé. Les détenus ont droit à ce que la légalité de leur détention soit rapidement déterminée par une autorité judiciaire, droit qui a généralement été observé. Les détenus en instance de jugement peuvent demander à être libérés sous caution et ont le droit de consulter un avocat rapidement. Aucun suspect n'a été détenu au secret ou ne s'est vu empêcher d'accéder à un avocat.

Le gouvernement fournit parfois un avocat aux accusés à faibles ressources impliqués dans une affaire pénale. Les personnes originaires de zones rurales accusées de crimes graves n'ont souvent pas pu bénéficier d'une représentation juridique adéquate car les avocats de la défense étaient principalement basés à

Cotonou et, en général, ne travaillaient pas sur les dossiers provenant des zones rurales.

Des rapports crédibles ont fait état de gardes à vue au-delà des 48 heures autorisées par la loi sans présentation à un magistrat ; dans certains cas, les détentions ont duré jusqu'à une semaine. Il n'était pas rare que les autorités tiennent indéfiniment un détenu « à la disposition » du ministère public avant de présenter l'affaire à un magistrat.

Arrestations arbitraires : Contrairement à l'année 2019, aucune arrestation arbitraire n'a été signalée. Néanmoins, selon certaines ONG, cette pratique pourrait s'être poursuivie, notamment dans les zones rurales où les habitants ne savent pas qu'ils ont le droit de déposer plainte.

Le 18 juin, la Cour constitutionnelle a jugé que l'arrestation et la détention d'Armand Pierre Lokossou depuis 2017 – inculpé pour abus de confiance et détenu jusqu'en janvier – violaient les dispositions relatives à l'arrestation arbitraire et à la détention provisoire de l'article 6 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

Détention provisoire : La loi fixe la durée de détention provisoire à un maximum de cinq ans pour les crimes et de trois ans pour les délits. Environ deux tiers des personnes écrouées étaient en détention provisoire. Des locaux inadéquats, un personnel mal formé et des rôles surchargés ont retardé la bonne marche de l'administration judiciaire. La durée de détention provisoire d'un suspect dépassait fréquemment la peine prévue en cas de condamnation pour le crime présumé.

Les personnes détenues au-delà des limites de détention provisoire pouvaient obtenir un recours auprès de la Cour constitutionnelle. Le 4 juin, la Cour a déterminé que les fonctionnaires judiciaires avaient enfreint le code de procédure pénale lorsqu'un juge des libertés et de la détention n'a pas ordonné la libération d'un suspect qui venait de passer six mois en détention provisoire. En février, la Commission béninoise des droits de l'homme a ordonné la libération d'une personne en détention provisoire à la prison de Cotonou pendant trois ans après qu'un tribunal ait ordonné qu'il soit libéré en attente de son procès en 2016.

e. Déni de procès public et équitable

La Constitution et la loi prévoient l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant ; toutefois, c'est le président qui est à la tête du Conseil supérieur de la magistrature

chargé de régir et de sanctionner les juges. Le système judiciaire était également en proie à la corruption, malgré d'importants efforts de lutte menés par le gouvernement, notamment le limogeage et l'arrestation des fonctionnaires qui seraient impliqués dans un scandale de corruption. Les autorités ont respecté les décisions de justice.

En 2018, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi portant création de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme (CRIET). Les observateurs du secteur judiciaire se sont inquiétés du fait que le projet de loi établissant la CRIET pourrait avoir violé l'impartialité judiciaire, le droit d'appel et les principes de l'application régulière de la loi. Les décisions de la CRIET ne pouvaient pas faire l'objet d'un appel auprès des cours d'appel intermédiaires – lesquelles existent pour corriger les erreurs en matière de compétence territoriale, d'absence de fondement juridique ou lorsqu'une cour outrepassa son autorité – mais devaient être contestées directement devant la Cour suprême. En partie dans l'intention d'apaiser les critiques nationales et internationales, l'Assemblée nationale a révisé la loi sur la CRIET le 21 avril, afin de prévoir que les appels soient déposés au sein de sa structure.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution garantit le droit à un procès équitable, mais l'inefficacité et la corruption du système judiciaire ont entravé l'exercice de ce droit.

Le système judiciaire est fondé sur le droit civil français et le droit coutumier local. Un accusé bénéficie de la présomption d'innocence. Les accusées jouissent du droit d'être informés dans les meilleurs délais et en détail des chefs d'accusation qui leur sont imputés, avec un service d'interprétation gratuit au besoin. Ils ont droit à un procès équitable, public et tenu dans un délai raisonnable. Ils ont également le droit d'être présent à leur procès et d'être représentés par un avocat.

En matière pénale, la loi exige des tribunaux qu'ils fournissent un avocat aux accusés à faibles ressources lorsque ceux-ci en font la demande. Toutefois, les avocats commis d'office étaient rarement disponibles, surtout lorsqu'il s'agissait de dossiers en instance dans les tribunaux des zones rurales. Les accusés qui ne comprennent ni ne parlent français bénéficient des services gratuits d'un interprète, dans la mesure nécessaire, de leur mise en accusation jusqu'à la clôture des dernières procédures d'appel. Les accusés sont en droit de disposer du temps et des moyens nécessaires à la préparation de leur défense, de confronter les témoins, de présenter des témoins et éléments de preuve à leur décharge, de ne pas témoigner

ou de ne pas admettre leur culpabilité.

En cas de condamnations pénales, les accusés sont en droit d'interjeter appel auprès de la Cour d'appel et de la Cour suprême, à la suite de quoi ils peuvent solliciter une grâce présidentielle.

Prisonniers et détenus politiques

Des cas de prisonniers ou de détenus politiques ont été signalés. L'organisation non-gouvernementale pour la Défense des Droits de l'Homme et des Peuples a révélé la présence de prisonniers politiques dans les prisons de Cotonou, Parakou, Abomey et Akpro-Missérété. Par ailleurs, Amnesty International et d'autres ONG ont indiqué que plusieurs personnes qui avaient été arrêtées pour avoir participé à des manifestations post-électorales en 2019 étaient en prison pour des motifs politiques.

Le gouvernement a autorisé des organisations humanitaires ou de défense des droits de l'homme, notamment la Commission béninoise des droits de l'homme, à accéder à ces personnes.

Représailles à motivation politique contre des personnes se trouvant à l'extérieur du pays :

Selon des informations crédibles, le gouvernement a essayé de détourner des mécanismes de la police internationale à des fins politiques contre des personnes spécifiques résidant à l'extérieur du pays.

En avril 2019, un tribunal espagnol a rejeté la requête du gouvernement béninois qui sollicitait l'extradition de Komi Koutché, ancien ministre des Finances, lequel avait été arrêté lors d'une escale à Madrid en décembre 2018 en vertu d'une notice rouge délivrée par Interpol (l'Organisation Internationale de Police Criminelle). Le tribunal a indiqué que cette requête n'était pas étayée par des preuves suffisantes et qu'elle était potentiellement motivée par des raisons politiques, mais aussi que la CRIET n'était pas en mesure de garantir un procès équitable en raison de son manque d'indépendance vis-à-vis du gouvernement. Le 4 avril, la CRIET a rendu un jugement par contumace contre Komi Koutché, le déclarant coupable de détournement de deniers publics et d'abus de fonction lorsqu'il était directeur général du Fonds National de la Microfinance et l'a condamné à 20 ans de réclusion criminelle. À la fin de l'année, M. Koutché était toujours en exil volontaire.

Procédures et recours judiciaires au civil

L'appareil judiciaire a fait preuve d'indépendance dans les affaires civiles. Lorsque les recours administratifs ou informels échouent, les citoyens peuvent alors porter plainte auprès de la Cour constitutionnelle en cas de violation présumée de droits de l'homme. Les décisions de la Cour constitutionnelle ne sont pas contraignantes pour les tribunaux, mais les citoyens peuvent les utiliser pour engager des poursuites à l'encontre des contrevenants devant un tribunal ordinaire. Les décisions défavorables des tribunaux, à l'exception de celles de la Cour constitutionnelle, peuvent faire l'objet d'appels auprès de la Cour de justice de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Contrairement aux années précédentes, les recours ne peuvent plus être déposés devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP). Le 23 avril, le gouvernement a retiré la déclaration qu'il avait déposé en 2016 auprès de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, laquelle prévoyait la possibilité pour les citoyens et les ONG béninois de déposer plainte et de faire appel des décisions de justice défavorables auprès de la CADHP. Ce retrait a été annoncé à la suite de la décision de la CADHP, rendue le 14 avril, ordonnant au Bénin de reporter ses élections communales après que Sébastien Ajavon, un éminent critique du gouvernement et leader du parti d'opposition Union Sociale Libérale, ait déposé une plainte selon laquelle son parti avait été injustement exclu de la participation aux élections. Dans une autre affaire également portée par M. Ajavon, la CADHP a ordonné au gouvernement d'abroger une loi d'amnistie de 2019.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La Constitution et la loi interdisent ces pratiques et les pouvoirs publics ont généralement respecté cette interdiction.

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression, notamment pour la presse

La Constitution garantit la liberté d'expression, y compris celle de la presse. Selon certaines informations, le gouvernement a entravé la liberté de la presse en imposant des restrictions et des sanctions aux journalistes et aux organes de presse.

Le pays comptait de nombreux médias publics et privés, dont deux chaînes de télévision publiques et sept privées, trois stations de radio publiques et 50 privées, et environ 175 journaux et périodiques. Nombre d'entre eux s'abstenaient de critiquer ouvertement la politique du gouvernement.

Liberté de la presse et des médias, y compris les médias en ligne : La presse et les médias étaient réglementés de manière stricte. La Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) est une commission quasi-gouvernementale dont les membres sont nommés par le président, les médias privés et le corps législatif. Le double rôle de la HAAC peut paraître intrinsèquement contradictoire dans la mesure où il consiste à garantir la liberté de la presse tout en protégeant le pays de toute couverture médiatique « incendiaire, irresponsable ou déstabilisatrice ».

Le 3 janvier, des agents de l'Office central de répression de la cybercriminalité ont arrêté Aristide Fassinou Hounkpèvi, rédacteur de l'organe de presse en ligne *L'Autre Figaro* et correspondant du journal *La Nouvelle Tribune*, pour avoir publié des informations mensongères à propos du ministre des Affaires étrangères sur une plateforme de réseau social. Le 9 janvier, le procureur du tribunal de première instance de Cotonou a ordonné que M. Hounkpèvi soit remis en liberté sans faire l'objet d'une inculpation. L'Union des médias professionnels du Bénin a déclaré qu'il n'y avait pas de preuves matérielles pour étayer les accusations portées contre M. Hounkpèvi.

Le 7 juillet, la HAAC a ordonné à tous les organes de presse en ligne ne disposant pas d'une « autorisation » de mettre fin à toute publication sous peine de sanctions. La loi stipule que l'exploitation d'un « site internet fournissant des services de communication audiovisuelle et de presse écrite destinés au public doit bénéficier d'une autorisation » de la HAAC. Trois organes ont temporairement suspendu leurs activités, tandis que les autres médias ont ignoré l'ordre. Le 10 juillet, le Conseil national du patronat de la presse et de l'audiovisuel a publié une déclaration déplorant la décision de la HAAC.

D'après le Comité pour la protection des journalistes, la police a arrêté Casimir Kpedjo du journal *Nouvelle Économie* en avril 2019, pour avoir « diffusé des informations qualifiées de fausses contre l'économie béninoise ». Accusé par la CRIET d'avoir publié des « informations mensongères », M. Kpedjo a passé cinq jours en garde à vue puis a été remis en liberté. Au 10 décembre, M. Kpedjo n'avait toujours pas été jugé.

En décembre 2019, la police a arrêté Ignace Sossou, journaliste de *Benin Web TV*. Il a été condamné pour « harcèlement par moyen électronique » après avoir publié sur ses comptes personnels de réseaux sociaux certains des propos du procureur de Cotonou, consignés lors d'une formation contre les « fake news » organisée par l'Agence française de développement des médias. Le tribunal de première instance de Cotonou a condamné M. Sossou à 18 mois de réclusion criminelle et à une lourde amende. Le 19 mai, la Cour d'appel a réduit sa peine à six mois de prison et, le 24 juin, il a été libéré. Au mois de novembre, la HAAC n'avait pas encore honoré la décision de la Cour d'appel rendue en mai 2019, annulant la suspension du journal *La Nouvelle Tribune* et celui-ci n'avait pas repris son activité de publication.

Censure ou restrictions sur le contenu : Nombre de médias publics et privés s'abstenaient de critiquer ouvertement la politique du gouvernement. Certains journalistes pratiquaient l'autocensure car ils étaient redevables aux responsables gouvernementaux qui leur accordaient des contrats de service. D'autres journalistes pratiquaient l'autocensure craignant que le gouvernement ne suspende leurs médias. La HAAC a tenu des audiences publiques sur les manquements dont certains médias se seraient rendus coupables au cours de l'année.

Lois sur la diffamation et la calomnie : Selon la loi, les journalistes peuvent être traduits devant la justice pour diffamation et calomnie. Ils peuvent également faire l'objet de poursuites judiciaires et être passibles d'amendes pour incitation à la violence et à la destruction de biens publics, atteinte à la sécurité interne, ou les deux. L'emprisonnement et les amendes sont parmi les peines encourues. La loi stipule que toute personne reconnue coupable d'avoir « relayé de fausses informations par le biais d'un moyen électronique » encoure une peine allant d'un mois à six mois de prison et une lourde amende.

Liberté de l'usage d'internet

Le gouvernement a censuré les contenus en ligne, mais il n'a pas restreint l'accès du public à internet ni surveillé les communications électroniques privées sans autorisation légale. La loi stipule que l'exploitation d'un « site internet fournissant des services de communication audiovisuelle et de presse écrite destinés au public doit bénéficier d'une autorisation » de la HAAC. Le 7 juillet, la HAAC a ordonné à tous les organes de presse en ligne ne disposant pas d'une « autorisation » de mettre fin à toute publication sous peine de sanctions. Le Conseil national du patronat de la presse et de l'audiovisuel a publié une déclaration déplorant la décision de la HAAC (voir la section 2.a.).

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Libertés de réunion et d'association pacifiques

La Constitution et la loi garantissent la liberté de réunion et d'association ; le gouvernement a respecté le droit d'association pacifique mais pas celui de réunion pacifique. Une notification préalable est exigée pour toute manifestation ou autre rassemblement public. Le gouvernement a fréquemment limité la liberté de réunion pacifique pour des motifs politiques.

Liberté de réunion pacifique

Il faut obtenir une autorisation pour organiser toute manifestation, mais les autorités ont régulièrement rejeté ou ignoré les demandes à cet égard.

Les autorités ont parfois invoqué « l'ordre public » pour empêcher les manifestations des groupes d'opposition, des organisations de la société civile et des syndicats.

En juin, le préfet de Cotonou a invoqué des raisons d'ordre public pour refuser une autorisation de manifester en soutien aux manifestations de Black Lives Matter concernant les violences policières faites aux Afro-Américains aux États-Unis. Des militants des droits de l'homme et certains médias d'opposition ont également signalé que les autorisations demandées pour protester la mort de plusieurs civils tués par les forces de sécurité avaient été refusées (voir la section 1.a.). Le 16 juillet, la Cour constitutionnelle a statué que le maire de Parakou avait violé les dispositions constitutionnelles relatives à la liberté de réunion et à la liberté publique car son interdiction, en février, des manifestations critiquant le gouvernement était discriminatoire.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la liberté de religion dans le monde* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

d. Liberté de circulation

La Constitution et la loi autorisent la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les déplacements à l'étranger, l'émigration et le rapatriement ; les pouvoirs publics ont généralement respecté ces droits.

Le gouvernement a coopéré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour prêter assistance aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.

En 2018, dans le cadre de ses efforts pour lutter contre la corruption, le gouvernement a interdit les barrages routiers sur l'ensemble du territoire. Il n'y a pas eu de barrages routiers illégaux depuis.

Déplacements à l'étranger : Dans le cadre de sa campagne contre la traite des personnes, le gouvernement a continué d'exiger que les mineurs effectuant des voyages à l'étranger soient munis de documents d'identité. Les autorités n'ont pas toujours fait respecter cette mesure et les mineurs restaient victimes de traite transfrontalière.

Le gouvernement réglemente la période et la durée des déplacements saisonniers des bergers nomades foulanis (peuls) et de leur bétail qui arrivent sur le territoire et qui s'y déplacent. Le 18 février, le gouvernement a révoqué un arrêté publié en décembre 2019 qui interdisait aux éleveurs burkinabés, nigériens et nigériens de traverser le pays avec leur bétail.

Le 17 mars, le gouvernement a fermé ses frontières terrestres, n'autorisant que les déplacements officiels qui faisaient l'objet d'une autorisation spéciale, afin de limiter la propagation transfrontalière de la COVID-19. Les frontières aériennes et maritimes sont toutefois restées ouvertes aux voyageurs. En novembre, les frontières terrestres étaient toujours fermées.

En juillet 2019, le gouvernement a publié un arrêté interdisant à toute personne recherchée pour une infraction pénale d'obtenir des actes administratifs (passeports, cartes d'identité, certificats de nationalité, etc.). Le 3 juillet, le militant des droits de l'homme, Conaïde Akouedenoudje, a déposé une requête auprès de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, lui demandant de se prononcer sur la conformité de l'arrêté au regard des obligations du pays en matière de droits de l'homme. En octobre, la Cour a rejeté la requête au motif que le demandeur n'était pas affecté par le décret et n'était donc pas une partie lésée.

e. Statut et traitement des déplacés internes

Sans objet.

f. Protection des réfugiés

Droit d'asile : La législation l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un régime de protection des réfugiés.

Solutions durables : Le gouvernement a aidé les réfugiés et demandeurs d'asile à obtenir des actes de leur pays d'origine, tout en leur accordant le statut de résident privilégié. Le gouvernement a également entrepris de naturaliser un certain nombre de réfugiés dans le cadre de leur intégration locale. Les autorités ont invité la société civile, les médias et le monde universitaire à participer au processus. En 2018, après la fermeture du bureau local du HCR à Cotonou, la Commission nationale d'assistance aux réfugiés a assumé la responsabilité des questions relatives aux réfugiés. La commission coopère avec le HCR par l'intermédiaire du bureau régional du HCR de Dakar, au Sénégal.

g. Apatrides

Il existait d'importantes communautés de personnes apatrides dans huit villages longeant la frontière avec le Niger et le Nigeria. Les villages en question ont été rétrocédés au Bénin suite au règlement des litiges territoriaux entre le Bénin, le Niger et le Nigeria. Leurs résidents ne disposaient pas des documents d'identification nécessaires pour prétendre à la citoyenneté.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La Constitution et la loi donnent aux citoyens la possibilité de choisir leur gouvernement lors d'élections régulières, libres et équitables, à bulletin secret et fondées sur le suffrage universel et égal.

Élections et participation politique

Élections récentes : Le gouvernement a tenu des élections législatives en avril 2019, desquelles les partis de l'opposition se sont vus exclus. En 2018, l'Assemblée nationale avait légiféré en imposant aux partis des conditions plus strictes pour qu'ils puissent participer aux élections. En février 2019, deux mois avant les élections législatives, la Cour Constitutionnelle avait déclaré que tous les partis

politiques devaient avoir obtenu un « certificat de conformité » et remplir d'autres conditions pour participer aux élections. Toujours en février 2019, la Commission électorale nationale autonome a annoncé qu'aucun des partis de l'opposition ne remplissait les conditions ; seuls les deux partis progouvernementaux ont figuré sur les bulletins de vote. Chutant à 27 %, le taux de participation électorale a atteint son niveau le plus bas dans l'histoire du pays. Malgré les interférences de manifestants de l'opposition dans le processus électoral, les élections se sont déroulées dans le calme dans la plupart des villes du pays. Dans le centre du pays, les manifestants des fiefs de l'opposition ont bloqué plusieurs routes pendant une bonne partie de la journée et les médias ont signalé qu'à Parakou, des manifestants avaient incendié du matériel électoral dans certains bureaux de vote et empêché plusieurs personnes de voter. Le gouvernement a procédé à la coupure totale d'internet le jour des élections, bloquant ainsi l'accès aux réseaux sociaux, notamment à WhatsApp, Facebook, Twitter, Instagram, iMessage et d'autres applications de messagerie.

En novembre 2019, l'Assemblée nationale – dont les 83 sièges sont occupés par deux partis pro-Talon – a adopté un amendement constitutionnel exigeant des candidats à la présidence qu'ils soient parrainés par des élus. Pour mettre en œuvre cet amendement, l'Assemblée nationale a procédé à la modification du code électoral pour que soit exigé des candidats à la présidence qu'ils obtiennent le soutien d'au moins 10 % des (83) membres de l'Assemblée nationale et des (77) maires du pays, octroyant ainsi à ces derniers un rôle direct dans la sélection des candidats à la présidence. Le 17 mai, les autorités ont tenu des élections communales pour pourvoir 1 815 sièges de conseils communaux. La Commission électorale indépendante a déclaré que plusieurs partis politiques n'étaient pas en droit de participer aux élections car ils ne répondaient pas aux conditions d'enregistrement. Parmi les 77 maires du pays, 71 appartenaient aux deux partis pro-gouvernementaux représentés à l'Assemblée nationale. Des rapports isolés ont fait état d'irrégularités électorales.

Participation des femmes et des membres de minorités : Il n'existe pas de lois limitant la participation des femmes et des membres de minorités au processus politique. Toutefois, des facteurs culturels ont limité la participation des femmes à la vie politique. Traditionnellement, les femmes s'occupent des tâches ménagères, ont moins accès à l'éducation formelle et ne sont pas encouragées à s'intéresser aux questions politiques. Il y avait cinq femmes ministres parmi les 24 membres du cabinet présidentiel et une femme parmi les 12 préfets qui administrent les départements du pays. En novembre 2019, les parlementaires ont voté un

amendement constitutionnel prévoyant qu'au minimum 24 sièges de l'Assemblée nationale soient occupés par des femmes à partir de 2023.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales pour les cas de corruption dans la fonction publique et les autorités ont parfois fait respecter cette loi efficacement. Toutefois, de nombreux cas de corruption gouvernementale ont été signalés au cours de l'année et les fonctionnaires se livraient fréquemment à des actes de corruption en toute impunité. Il était communément admis (et reconnu par certains membres du personnel judiciaire) que l'appareil judiciaire était en proie à la corruption à tous les niveaux.

Corruption : Selon le journal *Matin Libre*, la police de la circulation sollicitait régulièrement des pots-de-vin de chauffeurs routiers pour ne pas les sanctionner lorsque leurs véhicules étaient surchargés ou dangereux.

Le gouvernement a pris plusieurs mesures au cours de l'année pour lutter contre la corruption. Parmi celles-ci, le 22 juillet, le Conseil des ministres a ordonné la radiation des douaniers Zénoudine Ali Yerima et Sédékon Marc Maxime Kanho, du port de Cotonou, pour fraude. Des importateurs auraient payé les deux agents afin qu'ils révisent à la baisse la valeur des marchandises figurant sur les déclarations d'importation ainsi que pour falsifier d'autres documents douaniers.

Déclaration de situation financière : Le 20 avril, l'Assemblée nationale a abrogé une disposition légale qui exigeait de tous les élus et fonctionnaires qu'ils divulguent leur situation patrimoniale à la Chambre des comptes de la Cour suprême lorsqu'ils prennent et quittent leurs fonctions. Divulguer ses revenus et son patrimoine reste néanmoins une obligation pour les élus et les fonctionnaires dans la mesure déterminée par le Conseil des ministres.

La disposition légale supprimant l'obligation générale de déclarer sa situation patrimoniale a également supprimé la sanction pour défaut de divulgation.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les allégations de violations des droits de l'homme

Plusieurs associations béninoises et internationales de défense des droits de l'homme ont globalement mené leurs activités sans restriction de la part du gouvernement, menant leurs enquêtes et publiant leurs conclusions sur les affaires

relatives aux droits de l'homme. Les responsables gouvernementaux se sont montrés en général coopératifs et sensibles à leurs points de vue. Néanmoins, le gouvernement a refusé à certains groupes nationaux de défense des droits de l'homme l'autorisation de manifester contre l'action du gouvernement. Les groupes de défense des droits de l'homme ont indiqué qu'ils ne communiquaient pas publiquement toutes leurs conclusions en matière de droits de l'homme par crainte de représailles de la part du gouvernement.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : En 2018, la Cour constitutionnelle a fait prêter serment aux premiers membres de la Commission béninoise des droits de l'homme. Le 3 janvier, celle-ci a remis à l'Assemblée nationale son premier rapport sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Le rapport a été publié le 22 octobre, après que l'Assemblée nationale l'ait approuvé. Le pays disposait également d'un médiateur chargé de répondre aux plaintes des citoyens en matière de mauvaise administration ; il était indépendant, efficace et doté de ressources suffisantes.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Femmes

Viol et violences familiales : La loi interdit le viol, mais son application a été limitée en raison de l'inefficacité de la police, de la corruption des fonctionnaires et de la réticence des victimes qui préféraient ne pas signaler les cas de viol par crainte de stigmatisation sociale et de représailles. Une condamnation pour viol est passible de cinq à 20 ans de réclusion criminelle. La loi interdit explicitement le viol conjugal et prévoit la peine maximale en cas de viol sur conjoint. En raison du manque de formation de la police en matière de collecte des éléments de preuve liés aux agressions sexuelles, d'une mauvaise connaissance de la loi et des difficultés intrinsèques que connaissent les victimes pour préserver et présenter des éléments de preuve devant les tribunaux, les juges ont requalifié la plupart des infractions sexuelles en délits mineurs. Le principal élément de preuve valable pour prouver une agression sexuelle était l'attestation d'un médecin. Les médecins n'étant accessibles que dans les grandes villes, les victimes des zones rurales n'avaient pas la possibilité d'engager des poursuites.

Une condamnation pour violences familiales était passible de six à 36 mois de réclusion criminelle. Néanmoins, les femmes en étaient fréquemment victimes. Celles-ci restaient réticentes à signaler les cas de violence et les juges et policiers hésitaient à intervenir dans les conflits conjugaux.

Le ministère des Affaires sociales a apporté un soutien financier à certaines personnes victimes de violences. Le Centre de promotion sociale du ministère a fourni des services de médiation qui, dans certains cas, ont abouti à l'indemnisation des victimes. Le ministère a également organisé des campagnes pour sensibiliser le public à la violence contre les filles et les femmes. Au cours de l'année, le ministère de la Santé et le ministère des Affaires sociales ont mis en place un programme de formation aux services dispensés aux victimes de viol, de violence familiale et d'autres formes de violence sexiste, à l'intention des premiers intervenants des cliniques de santé et des services sociaux.

Mutilations génitales féminines/excision (MGF/E) : La loi interdit les MGF/E et prévoit des sanctions contre ceux qui pratiquent ces interventions, notamment des peines de prison allant jusqu'à 10 ans et de lourdes amendes. Des MGF/E ont néanmoins été pratiquées et elles étaient rarement réprimées compte tenu du code du silence associé à ce crime. La pratique se limitait principalement aux zones rurales et reculées du nord. D'après l'UNICEF, 7 % des filles et femmes âgées entre 15 et 49 ans ont subi des MGF/E en 2018.

En collaboration avec des ONG et des partenaires internationaux, le gouvernement a poursuivi ses efforts pour sensibiliser le public aux dangers de cette pratique.

Harcèlement sexuel : La loi interdit le harcèlement sexuel et offre une protection aux victimes, mais ce phénomène était courant sur les lieux de travail et en milieu scolaire. Les personnes reconnues coupables de harcèlement sexuel sont passibles d'une peine de prison d'un à deux ans et de fortes amendes. La loi prévoit également des sanctions pour les personnes qui ont connaissance d'un cas de harcèlement sexuel, mais ne le signalent pas. Les victimes signalaient rarement le harcèlement subi parce qu'elles redoutaient la stigmatisation sociale et les représailles, tandis que la police, les magistrats instructeurs et les procureurs ne disposaient pas des connaissances juridiques et des moyens nécessaires pour poursuivre les coupables. Bien que les lois interdisant le harcèlement sexuel n'aient pas été largement appliquées, les juges ont eu recours à d'autres dispositions du code pénal pour traiter les affaires de violences sexuelles sur la personne des mineurs.

Le 1er mai, la chroniqueuse santé de l'Office de radiodiffusion et télévision du Bénin, Angela Kpeidja, a déclaré que « le viol et le harcèlement sexuel et moral » étaient endémiques dans l'organe de service public.

Le 4 mai, plusieurs groupes de la société civile et la coalition béninoise des défenseurs des droits de l'homme (qui regroupe des ONG de défense des droits de l'homme) ont publié une déclaration commune dénonçant le harcèlement sexuel et appelant les ministères du Travail, des Communications, de la Justice et des Affaires sociales à faire appliquer les lois interdisant le harcèlement sexuel et protégeant les victimes. Le 5 mai, le président s'est engagé à intensifier les efforts pour protéger les femmes sur leur lieu de travail et pour les encourager à dénoncer les actes de harcèlement sexuel.

Pressions en matière de contrôle démographique : Aucun cas d'avortement forcé ou de stérilisation involontaire n'a été imputé aux autorités.

Discrimination : Bien que la Constitution garantisse l'égalité des femmes dans les domaines politique, économique et social, celles-ci ont fait l'objet de discriminations considérables dans la recherche d'emploi, de crédit, d'un salaire égal à celui des hommes, ainsi que pour devenir propriétaire ou dirigeante d'entreprise. Les femmes faisaient l'objet de restrictions juridiques en matière d'emploi, notamment des limitations quant aux professions qu'elles étaient autorisées à pratiquer.

La loi interdit toute discrimination à l'égard des femmes en matière de mariage et elle leur donne un droit égal à l'héritage. Le gouvernement et les ONG sensibilisaient le public sur le droit des femmes à l'héritage et à la propriété ainsi que sur leurs droits accrus quant au mariage, notamment l'interdiction du mariage forcé, du mariage d'enfants et de la polygynie. Toutefois, le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi de manière efficace.

Enfants

Enregistrement des naissances : La nationalité s'acquiert par la naissance sur le territoire national d'un père lui-même citoyen. La loi stipule que l'enfant d'un Béninois est automatiquement citoyen, mais que l'enfant d'une Béninoise est considéré comme étant citoyen uniquement s'il est né d'un père inconnu, d'un père dont on ne connaît pas la nationalité ou d'un père lui-même béninois. Il est souvent arrivé que les parents ne déclarent pas la naissance de leurs enfants, en particulier dans les régions rurales, soit parce qu'ils ne comprenaient pas les procédures afférentes soit parce qu'ils ne pouvaient pas s'acquitter des frais associés à la délivrance d'actes de naissance. En conséquence, ces personnes pouvaient se voir refuser l'accès à certains services publics comme l'éducation et les soins de santé.

Une loi de 2018 autorise les bureaux d'état civil à délivrer, à titre exceptionnel, un acte de naissance provisoire aux personnes qui n'en avaient pas et qui étaient inscrites au Recensement administratif à vocation d'identification de la population. D'après l'enquête de UNICEF sur la *situation des enfants dans le monde* », 86 % des naissances ont été enregistrées en 2018.

Éducation : L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 11 ans. Les établissements scolaires publics étaient gratuits pour les élèves du primaire ainsi que jusqu'en classe de troisième pour les filles. Celles-ci n'avaient pas les mêmes possibilités de s'instruire que les garçons et le taux d'alphabétisation des femmes était de 18 % contre 50 % pour les hommes. Dans certaines régions du pays, les filles n'ont reçu aucune éducation formelle.

Maltraitance d'enfants : Les enfants étaient souvent victimes de violences. D'après le Centre de promotion sociale d'Aplahoue, des cas de viols, d'enlèvements, de mariages forcés et de filles victimes de traite ont été signalés au cours de l'année. La loi interdit toute une série de pratiques néfastes et prévoit de lourdes amendes et peines pouvant aller jusqu'à la réclusion criminelle à perpétuité pour les personnes reconnues coupables de maltraitance d'enfant. La police de l'Office central de protection des mineurs a arrêté des suspects, qu'elle a déferés aux autorités judiciaires, et fourni un hébergement temporaire aux victimes de maltraitance. Les tribunaux ont prononcé des peines sévères à l'encontre des personnes reconnues coupables de crimes contre des enfants. Cependant, de nombreuses affaires n'ont jamais été portées devant les tribunaux en raison d'une méconnaissance de la loi et des droits des enfants, par manque d'accès aux tribunaux, par crainte de l'implication de la police ou un mélange de ces trois facteurs.

Le 18 mars, le ministère des Affaires sociales a mis en service une ligne d'assistance téléphonique pourvue de travailleurs sociaux, pour permettre le signalement des cas de maltraitance d'enfants et faciliter une réponse systématique de la part de la police et des travailleurs sociaux dans les affaires de violences faites aux enfants. Le 26 mai, un opérateur de la ligne d'assistance a reçu un appel concernant un garçonnet de six ans ayant subi de graves maltraitements dans le quartier Womey-Yenadjro, commune d'Abomey-Calavi, au nord de Cotonou. L'agresseuse a été arrêtée, jugée, déclarée coupable et condamnée à deux ans de réclusion criminelle.

Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés : La loi interdit le mariage avant l'âge de 18 ans, mais elle accorde des exemptions aux mineurs âgés de 14 à 17 ans qui ont obtenu le consentement de leurs parents et l'autorisation d'un

juge. D'après l'*Enquête démographique et de santé au Bénin de 2017-2018*, 9 % des femmes de 20 à 24 ans avaient été mariées avant l'âge de 15 ans. Parmi les cas de mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé, il y avait des mariages par échange et des mariages par rapt où le marié enlève et viole sa future épouse mineure au nom de la tradition. Cette pratique était répandue dans les zones rurales, malgré les efforts du gouvernement et des ONG pour y mettre fin au moyen de séances d'information sur les droits des femmes et des enfants. Plusieurs ONG locales ont signalé que certaines communautés se livraient à cette pratique en cachette. En collaboration avec l'UNICEF, la campagne nationale « Tolérance zéro au mariage des enfants », visant à changer les normes sociales et à créer un environnement protecteur pour les enfants et leurs communautés, s'est poursuivie.

Exploitation sexuelle des enfants : Le Code pénal prévoit des peines en cas de condamnation pour viol, exploitation sexuelle et corruption de mineurs, y compris le proxénétisme et la facilitation de la prostitution ; les peines augmentent dans les affaires impliquant des mineurs de moins de 15 ans. La loi réprimant la traite des mineurs prévoit des sanctions pour toutes les formes de traite des mineurs – notamment leur exploitation sexuelle à des fins commerciales – à savoir des peines de 10 à 20 ans de réclusion criminelle. Les personnes reconnues coupables d'avoir participé à l'exploitation sexuelle d'un mineur à des fins commerciales, y compris les personnes qui la facilitent et la sollicitent, encourrent une peine de deux à cinq ans de réclusion criminelle ainsi que de lourdes amendes. Le Code de l'enfant interdit la pédopornographie. Les personnes qui en sont reconnues coupables encourrent une peine de deux à cinq ans de réclusion criminelle et de lourdes amendes.

Infanticide ou infanticide d'enfants porteurs de handicap : Bien que cachées des autorités, les pratiques traditionnelles consistant à tuer les bébés qui se sont présentés par le siège, les bébés dont les mères sont mortes en couches, les bébés atteints d'une difformité et l'un des nouveau-nés d'une paire de jumeaux (considérés comme des sorciers) se sont produites. Les autorités ont fait respecter les interdictions à cet égard et découragé ces pratiques en prodiguant des conseils porte-à-porte et en menant des actions de sensibilisation.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le Bénin n'est pas partie à la Convention de la Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants – en anglais seulement) à l'adresse

suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html>.

Antisémitisme

Il n'existait pas de communauté juive connue et il n'a pas été fait état d'actes antisémites.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

Personnes porteuses de handicap

La loi prévoit la protection des droits des personnes porteuses de handicap – notamment de handicaps physiques, sensoriels, intellectuels, psychologiques, mentaux et liés à la communication – contre toute forme d'exploitation et de violence.

La Fédération des associations de personnes handicapées du Bénin a signalé que les personnes porteuses de handicap étaient victimes de discrimination en matière d'emploi, de soins de santé, d'accès à l'éducation et d'accès à la justice.

Le gouvernement gérait peu d'institutions d'aide aux personnes porteuses de handicap. Le ministère des Affaires sociales a fourni une assistance aux personnes en situation de handicap par le biais du Fonds d'appui à la solidarité nationale.

La loi sur la promotion et la protection des droits des personnes vivant avec un handicap offre un large éventail d'avantages sociaux à celles-ci, notamment un accès amélioré aux soins de santé, à l'éducation, à la formation professionnelle, aux transports, aux activités sportives et aux loisirs. Elle comprend des dispositions relatives à la construction ou à la modification de bâtiments afin d'en permettre l'accès aux personnes porteuses de handicap. Elle exige que les écoles inscrivent les enfants porteurs de handicap. En juillet, le ministère des Affaires sociales a mené une campagne visant à fournir des soins médicaux, un hébergement temporaire, une aide à la réintégration familiale et une orientation vers des prestataires de services sociaux pour les sans-abris en situation de handicap mental.

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

La loi ne criminalise pas les relations sexuelles consensuelles entre adultes de même sexe. Il existe cependant une disposition du Code pénal relative à l'atteinte à la pudeur en public qui peut être invoquée pour engager des poursuites contre les personnes manifestant des comportements homosexuels, en les accusant d'actes indécents ou d'actes contre nature. La loi interdit toutes les formes de discrimination sans référence spécifique aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI).

D'après les membres de la communauté LGBTI, la police tolérait les violences contre les personnes LGBTI. Par exemple, le 29 juillet, une quinzaine d'hommes a agressé et sévèrement battu une jeune femme transgenre dans un bar de la commune de Bohicon, au sud du pays. Lorsque la victime s'est rendue au poste de police pour demander de l'aide, les policiers ont exigé d'elle qu'elle passe la nuit sur place, ont photographié ses blessures et ses organes génitaux avec leurs téléphones portables et ont accusé la victime de tromper les hommes en s'identifiant comme une femme. On a demandé à la victime si elle avait volé quelque chose ou fait quoi que ce soit pour provoquer ce passage à tabac. La victime n'a pas officiellement porté plainte et, en décembre, la police n'avait pas mené d'enquête sur l'agression.

Autres formes de violence ou discrimination sociétale

En général, la police ne faisait rien dans les cas d'agressions commises par des groupes d'autodéfense. Il y a eu des cas de violence collective, en partie à cause de ce qui est perçu comme l'incapacité des tribunaux à punir les criminels de façon adéquate. Dans ces situations, il s'agissait en général de foules qui tuaient ou blessaient grièvement des criminels présumés, en particulier les voleurs pris en flagrant délit. Par exemple, le 28 juillet, un groupe d'autodéfense a surpris un cambrioleur qui pénétrait dans un magasin du village de Kinkinhoué, au sud-ouest du pays. D'après les médias, les membres du groupe d'autodéfense ont brûlé à mort la victime. La police n'a pas mené d'enquête formelle sur cet incident.

Malgré les efforts du gouvernement pour mettre en œuvre des politiques visant à réglementer la transhumance (pratique consistant à déplacer le bétail de façon saisonnière d'une zone de pâturage à une autre), les affrontements qui éclataient régulièrement entre agriculteurs et éleveurs foulanis se sont poursuivis. Bien que plusieurs responsables communaux aient accusé des éleveurs foulanis armés du

Nigeria d'avoir provoqué les violences en laissant leur bétail paître sur les cultures des agriculteurs, tant les éleveurs que les agriculteurs ont participé aux violences. De nombreux affrontements violents similaires aux exemples qui suivent ont été signalés. Le 21 janvier, dans la commune de Ouinhi, au sud-ouest du pays, des éleveurs ont tué deux agriculteurs. Le 1er mai, à Woroko, dans le centre du pays, six personnes sont mortes et plusieurs autres ont été blessées lors d'affrontements entre agriculteurs et éleveurs. Le 3 juin, dans la ville de Malanville, au nord du pays (à la frontière du Niger), neuf personnes sont mortes lors d'affrontements entre agriculteurs et éleveurs. Enfin, le 5 août, un agriculteur de la ville de Bembéréké, dans le nord du pays, a lapidé à mort un enfant peul âgé de 10 ans pour intrusion.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi accorde aux travailleurs, à l'exception de certains fonctionnaires et employés du secteur public, le droit de constituer des syndicats indépendants et d'y adhérer, quoique certaines restrictions s'appliquent. Les nouveaux syndicats doivent se faire enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur, procédure qui prend trois mois, s'ils ne veulent pas faire l'objet d'une amende. La loi ne fixe pas de critères clairs justifiant un refus ou une autorisation d'enregistrement et un syndicat peut se voir refuser l'enregistrement officiel sans possibilité de recours devant un tribunal indépendant. Selon la loi, une fédération syndicale doit se composer d'au moins cinq syndicats d'entreprises provenant du même secteur ou de la même branche d'activité. En outre, la loi exige qu'une confédération syndicale soit composée d'au moins trois fédérations syndicales de secteurs ou branches d'activités différentes et que seules les confédérations syndicales puissent être affiliées au niveau national ou international.

La loi confère aux travailleurs le droit d'entreprendre des négociations collectives. Selon la loi, les conventions collectives sont négociées au sein d'une commission mixte composée des représentants d'un ou plusieurs syndicats et/ou des représentants d'une ou plusieurs associations patronales. La commission est présidée par un inspecteur du travail, un secrétaire et un ou deux rapporteurs. Le ministre du Travail est habilité à déterminer quels syndicats peuvent être représentés dans la négociation au niveau de l'entreprise. Il a aussi le pouvoir d'étendre le champ d'application d'une convention collective. La loi impose la conciliation obligatoire et l'arbitrage contraignant en cas de litige lors de négociations collectives dans tous les secteurs, y compris les secteurs de « services

non essentiels ». La Commission nationale permanente de concertation et de négociations collectives et le Comité de dialogue social sectoriel ont été actifs au sein de chaque ministère pour favoriser le dialogue entre le gouvernement et les syndicats. Le gouvernement a publié deux arrêtés en 2017 donnant lieu à la création du Conseil national du dialogue social et à la désignation de ses membres, afin de remplacer la Commission nationale permanente de concertation et de négociations collectives. Le 30 septembre, le Conseil a tenu sa quatrième session extraordinaire.

La loi limite la durée maximale d'une grève à 10 jours par an pour tous les salariés, à l'exception des travailleurs qui ne sont pas autorisés à faire grève. La loi n'accorde pas le droit de grève aux personnels du secteur de la santé, aux militaires, aux policiers, aux douaniers et aux fonctionnaires des Eaux, Forêts et Chasses. Les travailleurs qui exercent des responsabilités essentielles – juges, personnels pénitentiaires et judiciaires et personnels des secteurs de l'énergie, de l'eau, des transports maritimes et aériens, de l'administration financière et des télécommunications – sont tenus de fournir un service minimum.

Les autorités peuvent déclarer une grève illégale si elles jugent que celle-ci menace la paix sociale et l'ordre public et elles peuvent réquisitionner des grévistes pour garantir un service minimum. Le gouvernement peut interdire une grève au motif qu'elle menace l'économie ou l'intérêt national. Plusieurs lois interdisent aux employeurs d'exercer des représailles contre les grévistes, mais les entreprises sont autorisées à retenir une partie du salaire d'un travailleur qui aurait pris part à une grève illicite.

La loi interdit la discrimination antisyndicale et garantit la réintégration des travailleurs licenciés pour activités syndicales. Un employeur ne peut pas tenir compte de l'appartenance à un syndicat ou des activités syndicales d'un travailleur au moment de l'embauche, de la répartition des tâches, de la formation professionnelle ou technique, ou du licenciement. Outre certains fonctionnaires et salariés du secteur public, les employés de maison, les travailleurs agricoles, les travailleurs migrants et ceux des zones franches d'exportation sont exclus des protections pertinentes qu'offre la loi.

En général, le gouvernement a respecté le droit des travailleurs de former des syndicats indépendants et d'y adhérer ainsi que le droit à la négociation collective. Le gouvernement n'a pas fait respecter la loi efficacement, en particulier dans le secteur informel et pour ce qui est des dispositions portant sur la discrimination antisyndicale et la réintégration. Des rapports ont signalé que certains employeurs

avaient menacé leurs employés de licenciement pour activité syndicale. Aucune violation des droits en matière de négociation collective n'a été signalée. Les sanctions étaient à la mesure de celles prescrites pour des infractions similaires.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, à quelques exceptions près. Elle autorise la réclusion criminelle assortie de travaux forcés. Selon la loi, les autorités peuvent exiger des conscrits de l'armée qu'ils accomplissent un travail qui n'est pas de nature purement militaire. Les lois régissant divers actes ou activités liés à l'exercice de la liberté d'expression permettent d'imposer des peines de prison comportant l'obligation de réaliser des travaux de réinsertion sociale. Les peines prévues pour le travail forcé sont généralement à la mesure de celles prescrites pour des infractions similaires.

Le gouvernement n'a pas systématiquement veillé à l'application de la loi, en particulier dans le vaste secteur informel. Le travail forcé existait, notamment la servitude domestique et la servitude pour dettes des enfants. Les cas de travail forcé se concentraient principalement dans les secteurs de l'agriculture (coton et huile de palme, par exemple), de l'exploitation minière artisanale, des carrières, de la pêche, du commerce et de la construction. Nombre de trafiquants étaient des parents ou des connaissances des victimes qu'ils exploitaient en vertu du système traditionnel de *vidomègon* consistant à envoyer un enfant – en général, une fille – vivre comme serviteur/servante dans une famille plus aisée, malgré les efforts des ONG et du gouvernement pour sensibiliser la population aux risques associés à cette pratique.

En 2018, le gouvernement a apporté des révisions au Code pénal qui criminalisent la traite des adultes et prévoient une peine de prison de 10 à 20 ans en cas de condamnation. La loi n'était pas appliquée efficacement, les agents n'étant pas suffisamment formés sur les dispositions de lutte contre la traite.

Veillez également consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : www.state.gov/trafficking-in-persons-report/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

Les pires formes de travail des enfants sont interdites par la loi. La liste des travaux dangereux fixe à 18 ans l'âge minimum pour exercer ce type de travaux, elle identifie 21 métiers interdits aux enfants et définit 74 activités dangereuses

connexes. Les métiers figurant spécifiquement sur la liste comprennent les industries extractives, les services domestiques et l'agriculture.

Le Code du travail interdit à toute entreprise d'employer ou de prendre comme apprenti un enfant de moins de 14 ans. Cependant, les enfants âgés de 12 à 14 ans peuvent effectuer des travaux domestiques et des travaux saisonniers temporaires ou légers si ceux-ci n'interfèrent pas avec leur scolarité obligatoire. Un mineur de 14 ans et plus est autorisé à apprendre un métier par l'apprentissage s'il existe un contrat officiel entre l'apprenti et la personne de métier qui supervise sa formation. Les apprentissages étaient courants, mais les contrats étaient rares. La loi interdit le travail de nuit aux travailleurs de moins de 18 ans, sauf dérogation spéciale accordée par le gouvernement en consultation avec le Conseil national du travail. Les travailleurs de moins de 18 ans ont droit à une pause ininterrompue d'au moins 12 heures qui comprend la nuit.

Le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi de manière efficace. La Direction du Travail, qui relève du ministère du Travail et de la Fonction publique, a fait appliquer le Code du travail seulement dans le secteur formel. On ne disposait pas du nombre total d'inspections menées au cours de l'année. Les sanctions en cas de violation à la loi étaient à la mesure de celles prescrites pour des infractions similaires.

Malgré leur capacité limitée à faire respecter les lois sur le travail des enfants, les autorités ont pris des mesures pour informer les parents sur les dispositions du Code du travail et empêcher le travail obligatoire des enfants, notamment par l'intermédiaire de campagnes médiatiques, d'ateliers régionaux et de déclarations publiques sur les problèmes liés au travail des enfants. Ces initiatives s'inscrivaient dans le cadre du programme traditionnel de sensibilisation de la Direction du Travail. Le gouvernement a également collaboré avec un réseau d'ONG et de journalistes pour sensibiliser la population aux problèmes du travail des enfants et de la traite des mineurs. Les ministères de la Justice et du Travail ont appuyé le renforcement des capacités des responsables et des organismes chargés de faire respecter les lois sur le travail des enfants.

Pour contribuer à subvenir aux besoins de leurs familles, garçons et filles – dont certains à peine âgés de sept ans – travaillaient dans des fermes familiales, dans de petites entreprises et sur des chantiers de construction en zone urbaine, mais aussi comme vendeurs ambulants sur les marchés et comme domestiques en tant que vidomègons. De nombreux parents vivant en zone rurale envoyaient leurs enfants

chez des parents ou amis qui résidaient dans une ville, pour s'occuper des tâches domestiques et bénéficier en retour d'une éducation.

Les familles d'accueil ne respectaient pas toujours leur part du contrat de vidomègon et certains enfants domestiques étaient maltraités ou victimes de travail forcé. Dans de nombreux cas, ces enfants effectuaient de longues heures de travail, n'étaient pas suffisamment nourris et faisaient l'objet d'une exploitation sexuelle, autant de facteurs qui caractérisent le travail forcé et l'exploitation des enfants en état de servitude domestique. Les revenus générés par les activités d'un enfant étaient parfois partagés entre ses parents et la famille urbaine qui l'élevait. Jusqu'à 95 % des enfants placés en vidomègon étaient des fillettes. Plusieurs ONG locales ont mené des campagnes d'information et de sensibilisation à l'endroit du public pour réduire cette pratique.

La majorité des enfants travaillant comme apprentis avaient moins de 14 ans, notamment dans les secteurs de la construction, de la réparation de voitures et de motos, de la coiffure et de la couture. Dans de nombreuses régions, les enfants travaillaient comme manœuvres aux côtés des adultes dans des carrières, notamment pour le concassage de granite. Les enfants étaient parfois contraints à vendre des marchandises et à mendier, et les enfants des rues se livraient à la prostitution (voir la section 6). Certains enfants de moins de 14 ans travaillaient dans le secteur formel ou informel, dans les domaines suivants : agriculture, chasse et pêche, industrie, bâtiment et travaux publics, commerce et vente, alimentation et boissons, transport et autres services, y compris comme employés de maison.

L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 11 ans. Les enfants de 12 et 13 ans étaient particulièrement vulnérables aux pires formes de travail des enfants car, ayant terminé leurs études primaires, ils n'avaient pas encore atteint l'âge minimum exigé pour travailler (qui est de 14 ans).

Certains parents signaient des contrats de travail à long terme pour leurs enfants, avec des « agents » qui recrutaient des ouvriers agricoles ou des domestiques, souvent en s'accordant sur le fait que le salaire des enfants serait versé aux parents. Dans certains cas, ces agents ont emmené les enfants travailler dans des pays voisins, notamment le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Ghana.

Veillez également consulter les *Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants* à l'adresse suivante : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings> et la *Liste des produits fabriqués par le travail des enfants ou le travail forcé établie par le*

département du Travail ici : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/reports/child-labor/list-of-goods>.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

La Constitution et le Code du travail interdisent la discrimination en matière d'emploi et de profession fondée sur la race, la couleur de peau, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'origine nationale ou la citoyenneté, l'origine sociale et le handicap. Cependant, les lois n'interdisent pas explicitement la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et le VIH ou autres maladies transmissibles. Dans l'ensemble, le gouvernement a efficacement fait respecter ces lois et règlements dans le secteur formel. Les femmes ont toutefois fait l'objet d'une discrimination importante en raison des restrictions légales relatives à certains métiers (voir la section 6) et des attitudes de la société. Les salaires des femmes étaient systématiquement inférieurs à ceux des hommes. D'après le rapport mondial sur les salaires de l'Organisation internationale du travail, en 2017, le salaire horaire des femmes était en moyenne inférieur de 45 % à celui des hommes. La discrimination en matière d'emploi était présente dans les secteurs privé et public. Les interdictions liées à la discrimination ne s'appliquaient pas au vaste secteur informel.

Le Code du travail comprend des dispositions visant à protéger les droits des travailleurs porteurs de handicap, mais nombre d'entre eux ont fait l'objet de discriminations en matière de recrutement et d'accès au lieu de travail.

La Direction du Travail est chargée de protéger les droits des personnes en situation de handicap.

Les travailleurs migrants employés dans le secteur formel bénéficient des mêmes protections juridiques, salaires et conditions de travail que les citoyens.

e. Conditions de travail acceptables

Le gouvernement a fixé des barèmes de salaire minimum pour un certain nombre de professions du secteur formel, qui étaient légèrement supérieurs au niveau de pauvreté. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, 60 % de la population – principalement dans le secteur informel – subsiste avec un revenu journalier de 1,90 dollar des États-Unis ou moins, soit un niveau de pauvreté inférieur au salaire minimum.

Le Code du travail a établi une durée de travail hebdomadaire de 40 à 60 heures, selon le type d'activité, et prévoit une période de repos d'au moins 24 heures par semaine. Les employés de maison et les travailleurs agricoles effectuaient souvent 70 heures de travail ou plus par semaine, excédant ainsi la limite des 12 heures journalières ou 60 heures hebdomadaires fixées par la loi. Le Code du travail exige également une majoration de salaire pour les heures supplémentaires et interdit d'imposer un nombre excessif d'heures supplémentaires.

La loi établit des normes de sécurité et de santé au travail (SST). Le gouvernement peut imposer aux employeurs de remédier aux conditions de travail dangereuses, mais il n'a pas efficacement exercé son autorité à cet égard. Les dispositions légales relatives aux conditions de travail acceptables s'appliquent à tous les travailleurs du secteur formel. Les sanctions pour violation du Code du travail étaient à la mesure de celles prescrites pour des infractions similaires.

Le ministère du Travail et de la Fonction publique et le ministère des Affaires sociales et de la Microfinance étaient chargés de faire respecter les exigences en matière de salaire minimum et de durée de travail hebdomadaire et les normes de sécurité et de santé au travail. Les ministères n'ont pas efficacement veillé à l'application de la loi, en particulier dans le vaste secteur informel. Un nombre considérable de travailleurs béninois et étrangers employés dans le secteur informel n'étaient pas couverts par les barèmes de salaire minimum. Dans l'ensemble, les autorités ont fait appliquer la durée légale de travail hebdomadaire dans le secteur formel, mais elles n'ont ni surveillé ni contrôlé efficacement les conditions de travail des travailleurs étrangers ou migrants. L'action du gouvernement a été entravée par le nombre insuffisant d'inspecteurs du travail et le manque de ressources nécessaires pour mener les inspections. Les autorités ont mené des inspections inopinées dans certains secteurs, mais on ne disposait pas d'informations sur le nombre de violations identifiées ou de condamnations prononcées contre les personnes jugées pour violation. La loi ne donne pas aux travailleurs le droit de se retirer d'une situation de travail dangereuse sans risquer de perdre leur emploi.

Un grand nombre de travailleurs complétaient leurs revenus en pratiquant l'agriculture de subsistance ou le commerce dans le secteur informel. La plupart des salariés du secteur formel touchaient plus que le salaire minimum ; beaucoup d'employés de maison et autres travailleurs du secteur informel gagnaient moins. Les violations des normes SST se sont surtout produites dans des métiers du secteur informel – notamment la coiffure, la couture, la boulangerie, la mécanique et la menuiserie – où les travailleurs étaient exposés à des risques biologiques,

chimiques, physiques et psychologiques. Les enfants entrés en apprentissage dans ces métiers effectuaient de longues heures de travail et étaient plus vulnérables aux conditions de travail dangereuses. Dans certains ateliers de mécanique et de menuiserie, les enfants travaillaient à proximité de machines et d'outils dangereux et certains adultes et enfants ne disposaient pas de l'équipement de protection adéquat. Selon plusieurs sources, les travailleurs du secteur informel représentaient plus de 90 % de toute la main-d'œuvre du pays. Ces travailleurs étaient confrontés à de nombreuses difficultés et vulnérabilités, notamment de longues journées de travail et le manque de couverture sociale. Ils faisaient souvent l'objet de conditions de travail inférieures aux normes et étaient exposés à des risques professionnels. On ne disposait pas de données sur les accidents et la mortalité au travail.